

L'Ajoie en période de guerre (1813-1945)

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **87 (1984)**

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-555173>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Ajoie en période de guerre (1813 - 1945)

par Hervé de Weck

Dans la version primitive de *Cités et pays suisses*, Gonzague de Reynold écrit, à la veille de la Première guerre mondiale, que l'ancienne principauté de Bâle «est une marche entre trois nations hostiles et belliqueuses: la Suisse, l'Allemagne et la France. Durant toutes les grandes guerres, du haut de leurs montagnes où ils s'étaient réfugiés, les hommes qui l'habitent ont vu, au loin, dans les plaines fumer les villages; ils ont entendu sur les routes les roulements des armées, le bruit du canon derrière les bois. L'Ajoie (...) a, plus que toute autre province, connu les angoisses qui étreignent les peuples à l'approche des ennemis, les terreurs des occupations et des conquêtes»¹.

La trouée de Belfort apparaît comme un territoire prédestiné aux invasions. Entre les Vosges et le Mont-Terri, elle est large de quarante-cinq kilomètres dont treize sur sol suisse. La région située entre Porrentruy et Boncourt rétrécit d'un bon quart le corridor qui s'ouvre sur la vallée du Rhin. Un général ne peut manoeuvrer dans ce corridor qu'au moment où il domine les crêtes sud des Vosges et la position des Rangiers. Il lui suffira peut-être de savoir l'un de ces hauts lieux stratégiques tenu par des troupes neutres et crédibles.

La géographie explique l'histoire militaire très chargée de l'Ajoie. Entre 1813 et 1945, le district de Porrentruy ne connaît pas d'occupation, aucune bataille importante ne s'y déroule, mais il subit le passage de troupes étrangères. Des centaines de milliers de Suisses viennent assurer l'intégrité de ses frontières au cours des grands conflits européens; quelques-uns y maintiennent l'ordre, à la suite de tensions politico-religieuses. L'Ajoie connaît enfin les afflux de réfugiés et d'innombrables violations de son espace aérien.

Selon les termes de Martin Nicoulin, la sentinelle des Rangiers est «le plus grand soldat suisse. Sans nom ni prénom, même si d'aucuns l'appellent avec malice et sympathie le *Fritz* (...). Il symbolise la mission essentielle de l'armée d'un pays neutre. Ce soldat au corps de granit verrouille le passage, le col des Rangiers, porte d'invasion de la Suisse»².

A plusieurs reprises, entre 1815 et 1945, le «Fritz» descend pourtant en Ajoie et se hasarde jusqu'à la frontière.

¹ *Cités et pays suisses*. Première série. Lausanne, Payot, 1937, p. 157

² *Histoire des troupes jurassiennes*, p. 162

Des Russes, des Autrichiens et des Prussiens en Ajoie

1813-1815, c'est la chute en deux temps de Napoléon I^{er}. Depuis 1793, l'Ajoie fait partie de la France, les cantons suisses n'ayant pas su défendre l'évêque de Bâle, leur allié. Les jeunes gens acceptent mal la conscription et tous les moyens sont bons pour ne pas se faire incorporer: ils n'hésitent même pas à épouser de vieilles femmes!

Le 20 décembre 1813, l'aile sud de l'armée des puissances coalisées contre la France se présente devant Bâle qui se rend sans combat. Cent trente mille Autrichiens, Russes et Prussiens franchissent le Rhin. Ces troupes font mouvement à travers toute la chaîne du Jura pour atteindre le plateau de Langres. Vers Noël, Schwarzenberg se sent menacé du côté de Strasbourg et dirige trois colonnes en direction de Porrentruy, la première par Saint-Imier - Saignelégier - Saint-Brais - Saint-Ursanne - Porrentruy - Montbéliard, la seconde par Bienne - Saint-Imier - Saignelégier - Montbéliard, la troisième par Berne - Aarberg - Pierre-Pertuis - Tavannes - Moutier - Delémont - Porrentruy - Delle.

Il faut bien s'imaginer que des dizaines de milliers de soldats transitent à travers l'Ajoie, vivant de l'habitant, réquisitionnant vivres et fourrages, provoquant des épidémies. Les habitants voient passer toutes sortes de troupes, même des Valaques qui étaient «des demi-sauvages entièrement vêtus de bruns avec de grands capuchons; ils se battaient sans ordre et sans discipline, à la manière des partisans»³.

Dès le mois de mai 1815, la Diète helvétique adhère à la coalition qui est en train de vaincre Napoléon, accordant le droit de passage aux troupes alliées. A la fin juin, le commandant français de la forteresse de Huningue fait bombarder Bâle; le 2 juillet, un bataillon zurichois se fait attaquer près de Damvant par les troupes napoléoniennes; plusieurs autres villages du Pays de Porrentruy subissent des dégâts. Le 3, la Diète autorise les troupes suisses à franchir la frontière. Cette décision intervient après Waterloo, ce qui lui confère un caractère particulièrement glorieux... La campagne des Cantons se terminera d'ailleurs dans le désordre et la mutinerie.

Après Waterloo, le district de Porrentruy subit un nouveau passage de troupes alliées. Une division irrégulière, soit quatre mille hommes et deux mille chevaux, s'abat tout à coup sur le chef-lieu. Voici la suite racontée par un contemporain: «Après bien des pourparlers (...) le général (...) ne trouvant pas d'emplacement pour y asseoir son camp, avisa le finage de la Perche alors couvert d'une magnifique récolte de céréales prêtes à tomber sous la faux

³ Xavier Elsaesser, *Histoire de mon temps*. Bibliothèque jurassienne, 1961, p. 153

des moissonneurs. (...) Au commandement du général, nous avons vu (...) un trompette s'élancer (...), entraînant à sa suite toute la division (...); c'était un spectacle navrant que celui de ces magnifiques épis pliant successivement sous les pieds des chevaux, pendant que les cavaliers brandissaient leur sabre, poussaient des hourras dont les échos entraient dans nos coeurs comme des lames d'acier!»⁴. Et les réquisitions ne vont pas tarder.

Guélat, pour sa part, note que «la généralité des soldats suisses ne donnent pas le moindre sujet de plainte (...). Ils sont bien différents des Autrichiens, dont la conduite laissait tant à désirer»⁵. Ces soldats suisses n'ont pourtant pas pu empêcher le passage des troupes étrangères. Les milices des cantons manquent encore de crédibilité. L'Ajoie est ruinée.

La Restauration, en Suisse, se caractérise par un renforcement important de la défense. Les expériences cuisantes faites pendant la Révolution française ont été retenues. A partir de 1830, l'apparition du libéralisme et du radicalisme provoque des tensions à l'intérieur du pays. Le climat s'alourdit dans la partie catholique de l'ancien évêché, à la suite de la promulgation des articles de Baden qui marquent la volonté des cantons libéraux de contrôler plus étroitement l'Eglise catholique. Les forces de police étant insignifiantes, il faut souvent recourir à la troupe pour rétablir ou maintenir l'ordre, même si les troubles nous semblent aujourd'hui de peu d'importance.

Le gouvernement bernois envoie des unités dans les Franches-Montagnes et en Ajoie. En 1832, le village de Vendlincourt est occupé pendant trois jours, l'agitation s'expliquant par le soutien de la population à des prêtres qui refusent de prêter serment de fidélité au nouveau régime libéral. En 1836, Porrentruy connaît le même sort: il y a encore des articles de Baden dans l'air! Les habitants doivent loger et entretenir les «garnissaires». Les luttes politiques typiques entre «rouges» et «noirs» apparaissent, qui passionneront longtemps les populations et définiront la vie politique jurassienne.

Quarante ans plus tard, à l'époque du Kulturkampf, des unités militaires, mises sur pied à cause de la situation dans ces deux mêmes districts, occupent Bonfol, Vendlincourt, Saint-Ursanne et Fahy, la durée de leur séjour variant entre huit et trente jours.

On comprend dès lors pourquoi une partie de l'opinion jurassienne considère l'armée comme l'émanation du libéralisme et du radicalisme, que certains officiers de la région manifestent de vives réticences face aux réformes pourtant indispensables des institutions militaires. En avril 1872, la *Gazette jurassienne*, éditée à Porrentruy, rappelle que ce qui «constitue la souveraineté, c'est l'armée (...). L'armée? Le pouvoir fédéral s'en empare (...).

⁴ Ibidem, pp. 157-158

⁵ Guélat, *Journal* t. II. Delémont, Imprimerie du Démocrate, 1923, pp. 110-111 (5 juillet 1815)

La Confédération (...) s'empare du matériel de guerre des cantons». Dans le même journal, un leader conservateur ne proclame-t-il pas que la révision de l'ordre de bataille, du commandement et de l'instruction est surtout désirée par les «enthousiastes militaires, admirateurs des hauts faits de l'armée allemande, qui désirent ardemment que notre système militaire soit calqué sur le modèle prussien (...). Le moindre mouvement dans un canton serait un prétexte suffisant pour y envoyer un corps de troupes (...)»⁶. Cette attitude persistera encore au début du XX^e siècle, lors du vote populaire sur l'organisation militaire de 1907.

Cela ne contribuerait-il pas à expliquer qu'entre 1804 et 1874, seul le 0,61 % des officiers d'état-major général soient originaires de l'actuel canton du Jura, alors que les habitants de cette région représentaient, en 1860, le 1,86 % de la population suisse ? Il semble pourtant que les problèmes posés par la situation géographique, la scolarisation et la formation jouent un rôle tout aussi important. La même tendance, mais moins marquée, se rencontre d'ailleurs dans l'actuel Jura bernois⁷.

Le bastion «Ajoie» pendant la guerre de 1870/71

On connaît la volonté de Bismarck d'accélérer l'unification de l'Allemagne en déclenchant une guerre contre la France, la façon dont il arrange la dépêche d'Embs et les succès retentissants des troupes allemandes au début du conflit. Le 2 septembre 1870, capitulation de l'armée de Sedan, Napoléon III se fait capturer à Châlons; 18 septembre, début du siège de Paris; neuf jours plus tard, capitulation de Strasbourg. Malgré tous ces succès, les Allemands ne parviennent pas à prendre la place de Belfort.

Les autorités suisses ne considèrent pas que le saillant de Porrentruy se trouve hors des frontières militaires de la Confédération. A la fin juillet 1870, alors que les affrontements se situent dans les environs de Bâle, des troupes viennent assurer l'intégrité territoriale de l'Ajoie, en prévision d'une avance allemande le long de la frontière. Des Alsaciens cherchent refuge dans le district à la suite de l'annonce de la prise de Colmar et de Mulhouse. Le siège de Belfort, dès le 10 octobre, apparaît comme une menace pour l'Ajoie. Une brigade d'infanterie va donc stationner dans le saillant de Porrentruy et autour de Delémont.

⁶ *Gazette jurassienne*, 7 avril et 14 novembre 1872

⁷ Ces pourcentages sont calculés sur la base des biographies succinctes données dans le tome 3 de *Histoire de l'état-major général suisse*. Basel/Frankfurt am Main, Helbling & Lichtenhahn, 1983



Troupes genevoises à Porrentruy - Musée de Porrentruy.

A l'époque, ces deux villes ne sont pas reliées au réseau ferroviaire suisse. Les troupes qui se rendent en Ajoie doivent débarquer dans les gares les plus proches: Bâle, Soleure, Bienne ou La Chaux-de-Fonds. Elles mettent deux ou trois jours de marche pour gagner leurs positions, et les conditions météorologiques peuvent retarder les mouvements. Il ne suffit donc pas que les chefs militaires réagissent au moment où une menace plane sur l'Ajoie; ils ont tout avantage à manifester d'évidentes facultés d'anticipation s'ils veulent se montrer efficaces!

L'Armée de l'est, commandée par le général Bourbaki, manifeste son intention de dégager Belfort, au début de l'année 1871. Depuis le 6 janvier, le colonel Aubert, commandant de la 3^e division, qui coiffe les quelques unités cantonnées en Ajoie, ne cesse de demander le renforcement de son dispositif. Selon lui, l'armée suisse doit disposer, dans ce secteur, de forces suffisantes pour empêcher des violations de frontière, sinon elle ferait mieux de se retirer derrière les Rangiers. Voilà l'alternative classique qui se pose au commandement helvétique, chaque fois que des belligérants menacent le saillant de Porrentruy.

Entre le 10 et le 12, Aubert apprend la victoire de Bourbaki à Villersexel, ainsi que la retraite en direction de Belfort, opérée par le corps d'armée du général Werder. Les Allemands construisent une redoute prévue pour une batterie à Delle. Un millier de fantassins et de pionniers occupent la localité. Six mille Français se préparent, près de Pierrefontaine (quatre kilomètres à l'ouest de Damvant) à prendre d'assaut Croix, tenu par quatre mille Allemands... Le Conseil fédéral n'a toujours pas accordé les renforts demandés.

Aubert craint surtout une violation du territoire suisse par les Français. En effet, les Allemands, s'ils traversaient le district de Porrentruy, se heurteraient à la chaîne du Lomont qui, longée par le Doubs, représente un obstacle important. Il ordonne donc de renforcer la défense du côté de Damvant, Chevenez et Grandfontaine, de réduire au maximum les garnisons de Buix et de Boncourt.

Le 14 janvier, le Conseil fédéral, toujours très soucieux d'économies, décide enfin de déplacer en Ajoie une brigade d'infanterie et une brigade d'artillerie. Celles-ci ne pourront pas arriver sur place avant le 15 ou le 16. En attendant, Le colonel Aubert reçoit l'autorisation de mobiliser les deux bataillons qui se recrutent dans la région et dans la vallée de Delémont. Il faut attendre le 21 pour que l'ensemble des troupes subordonnées à la 3^e division se trouvent concentrées dans le saillant de Porrentruy.

Après d'inutiles combats sur les bords de la Lisaine (15-17 janvier), l'Armée de l'est se replie précipitamment en direction de Besançon. Le commandement suisse met beaucoup de temps à saisir ce tournant des opérations. Le 21 et le 22, le bruit court encore que Bourbaki, grâce à des renforts,



Troupes genevoises à Chenevey (Chevez) - Musée de Porrentruy.

va renouveler son effort vers Belfort. Aubert, quant à lui, doute des chances de succès d'une telle tentative; il envisage que des troupes françaises se fassent rejeter sur la frontière suisse. Le 23, le général Herzog, qui croit toujours Bourbaki en train de pousser en direction de la ville assiégée, arrive à Porrentruy. Il reste en Ajoie jusqu'au 26, date à laquelle il apprend la retraite de l'Armée de l'est. Le 28 au soir, il sait que cent vingt mille Français se trouvent dans les environs de Pontarlier et que leurs chefs pensent entrer en Suisse si les Allemands bloquent la retraite direction sud.

L'effort principal des troupes suisses se porte alors dans le Jura neuchâtois et vaudois. Pendant la première quinzaine de février, il s'agira encore d'empêcher des francs-tireurs français de faire des incursions en Ajoie.

Que se serait-il passé s'il avait fallu empêcher un corps français de quelque importance de pénétrer en Ajoie ou de forcer le passage au lieu de se laisser interner par les troupes suisses? Celles-ci auraient-elles pu faire autre chose qu'un baroud d'honneur, puisque les renforts indispensables risquaient bien d'arriver le lendemain du jour de la bataille?

Les rapports entre les militaires et la population ajoulote restent normaux. Les autochtones supportent pourtant pas mal de privations, car la troupe est encore nourrie et logée chez l'habitant. Quelques incidents, dans un tel contexte, semblent tout à fait compréhensibles. «Quelques réclamations se produisirent dans le Porrentruy où, en décembre et en janvier, on eut souvent de la peine à obtenir les prestations dues; mais il faut tenir compte du fait que cette contrée, qui n'est pas riche, fut occupée pendant toute la durée de la mobilisation (...), qu'elle était encombrée non seulement de malades et de blessés des armées belligérantes, mais encore de réfugiés français (...). La très grande sympathie que manifestait la population pour les Français compliquait le service de garde et de conduite des prisonniers et rendait l'observation stricte de la neutralité difficile.» Dans la nuit du 18 au 19 janvier, à Porrentruy, «un millier de réfugiés (...) accaparaient presque tous les logements disponibles et (...) la population (leur) faisait un bien meilleur accueil qu'aux militaires suisses»⁸.

L'esprit du Largin (1914-1918)

Le traité de paix que l'Allemagne impose à la France prévoit que l'Alsace et la Lorraine fassent partie intégrante du Reich. L'Ajoie devient alors une marche à la limite de trois Etats.

⁸ Krieg E, *Il y a vingt-cinq ans. Notes au jour le jour sur le rôle de la Suisse pendant la guerre 1870-1871*. Porrentruy, Imprimerie du Jura, 1896, p. 73. *Les papiers du colonel Aubert*, pp. 259, 266

Les autorités civiles et militaires, en France, ne sont pas du tout convaincues que la Suisse se défendrait contre une agression éventuelle de l'Allemagne. Après 1870, certains officiers de haut rang, dans notre pays, prétendent qu'en cas de conflit général en Europe, les intérêts de la Suisse exigeraient de s'allier avec le Reich, l'Etat qui leur paraît le plus fort.

Ces déclarations et surtout le développement des chemins de fer et du réseau routier poussent la France à prévoir la fermeture des pénétrantes venant de Suisse. Elle édifie ainsi, de 1875 à 1885, le fort du Lomont à quelques kilomètres de Damvant, ainsi que des positions de défense à Pont-de-Roide, afin que la place de Belfort ne puisse pas être tournée par le sud⁹.

D'après les rapports des attachés militaires à leur ministre à Paris, il semblerait que l'état-major helvétique, craigne, lui aussi, une violation de la Suisse par la France, si celle-ci se trouvait en guerre contre l'Allemagne. Dès les années 1880, il avait manifesté de l'inquiétude en voyant Paris fortifier la frontière du Jura. Des plans d'opérations, nettement orientés contre la France, sont étudiés à Berne, que Paris peut d'ailleurs se procurer ! Voilà qui fait mieux comprendre l'attitude du haut commandement français, au début de la Première guerre mondiale.

En août 1914, les Français, qui ont initialement tenté de reprendre Mulhouse et de détruire les têtes de pont allemandes sur le Rhin, doivent se retirer d'Alsace. Le grand choc se produit sur la Marne où le général Joffre empêche la réalisation du plan Schlieffen. Très vite, les deux adversaires se trouvent immobilisés : la guerre des tranchées commence, qui se poursuivra jusqu'en 1918. Les tranchées partent du Largin, près de Bonfol, pour se terminer à la mer du Nord.

L'Ajoie menacée

Dès lors, on ne peut pas exclure une manoeuvre par la Suisse, destinée à jeter des forces importantes sur les arrières de l'adversaire. Le 14 octobre 1914, on annonce même dans plusieurs états-majors suisses que les Allemands ont déclenché des opérations contre l'Ajoie. Le chef de l'état-major général, von Sprecher, se trouve justement en inspection au point 510, près de Beurnevésin. En apprenant la nouvelle, il grimpe aussitôt sur l'arbre le plus haut, afin d'observer les lignes allemandes, ce qui ne manque pas d'époustoufler les soldats présents.

La rumeur n'est pas fondée !

⁹ «Vauban et l'architecture militaire», *Culture et communication* No 34. Paris, Ministère de la Culture, 1981, pp. 60-61

Ce genre d'hypothèse, les manoeuvres d'avant-guerre en Ajoie l'envisa-geaient déjà et on profitait de l'occasion pour montrer la détermination suisse aux attachés militaires étrangers. La situation initiale des manoeuvres de la 2^e et de la 4^e brigades de cavalerie, en 1912, admettent que des forces ennemies ont pénétré dans le district par Fahy et Damvant.

Le 6 août 1914, la division provisoire de cavalerie, formée de deux brigades et commandée par le chef d'arme, prend ses quartiers en Ajoie. Le Conseil fédéral, pour montrer l'attention qu'il accorde à la région, vient inspecter cette grande unité à Porrentruy. Un défilé sur la plaine de Courtedoux rassemble plus de deux mille chevaux. La 3^e division se trouve aux Rangiers.

La population ajoilote souhaite être sérieusement défendue. Avant la guerre déjà, le journal de Porrentruy, *Le Jura*, prétend qu'à la place d'avions, on ferait tout aussi bien d'acheter de «bonnes batteries» pour la position des Rangiers, pas encore suffisamment pourvue. Entre août et décembre 1914, au moins cinq articles critiquent la faiblesse du dispositif militaire en Ajoie¹⁰.

Pendant tout le conflit, les «hauts lieux» de la région, au sens propre et figuré, sont la cote 999 des Ordon, les Ebourbettes au nord de Charmoille, le point 510 près de Beurnevésin, le Largin, le point 509 à l'est de Boncourt d'où l'on peut voir les tranchées du Vieil-Armand, le point 930 de Roche d'Or. Depuis ces perchoirs, les observateurs découvrent la Haute-Alsace et l'extrémité du front comme s'ils les survolaient par avion.

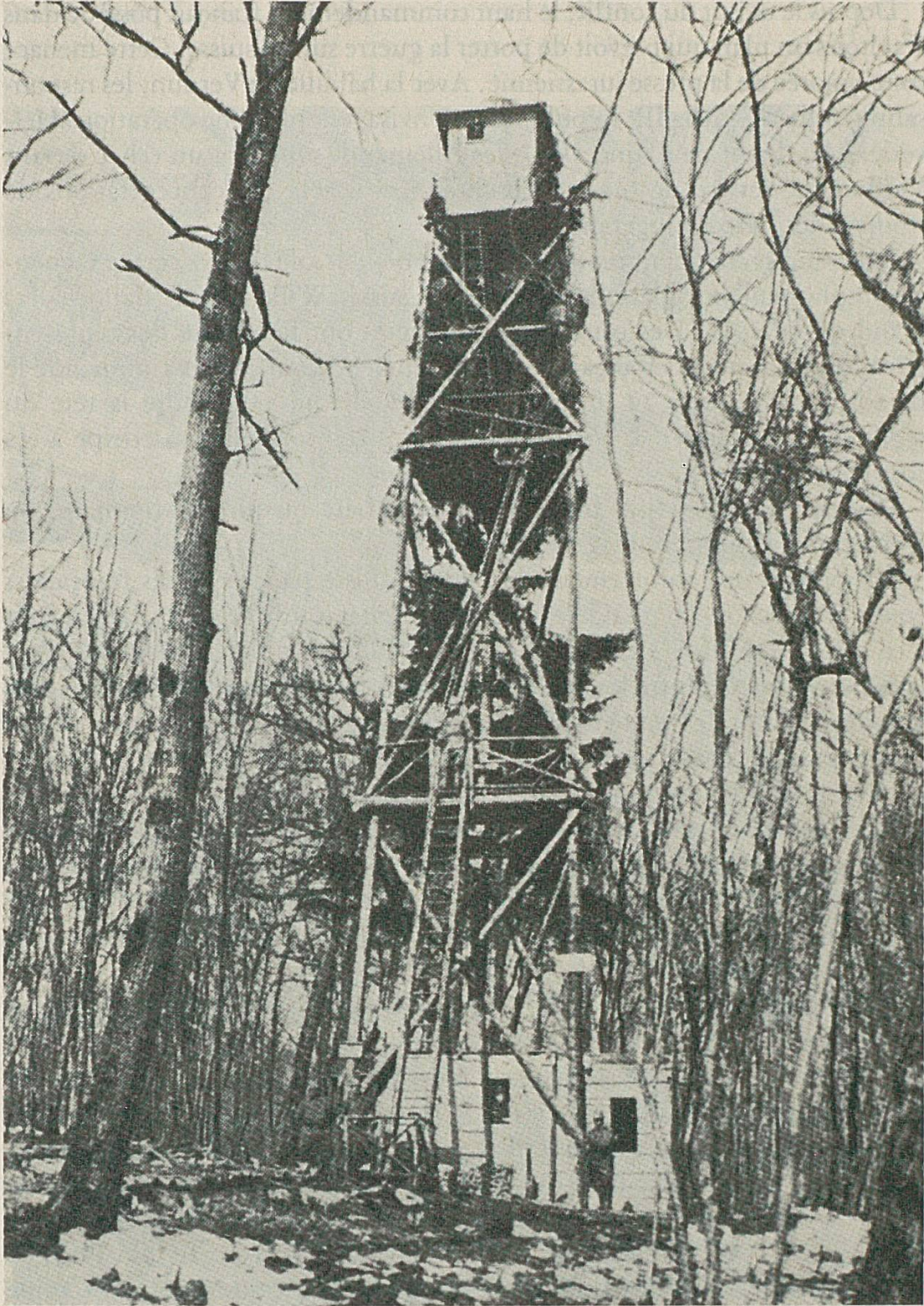
En 1916, la guerre s'enlise; les forces franco-britanniques tentent en vain une percée sur la Somme. De leur côté, les Allemands choisissent la stratégie de l'usure: ils veulent attirer l'armée française dans un secteur déterminé et la saigner à blanc. Heureusement pour l'Ajoie et la Suisse, le commandement allemand choisit Verdun et non Belfort. La bataille permet au général Wille de réduire les effectifs mobilisés, ce qui fait écrire au colonel de Loys, commandant de la 2^e division, en mars 1916: «Si j'étais attaqué, à présent, par les forces qui sont à notre frontière, je ne pourrais pas tenir un jour sur les Rangiers»¹¹.

Presque en même temps, un lecteur du *Jura* s'inquiète du faible nombre de soldats qui défendent l'Ajoie. «Qu'advierait-il si l'un ou l'autre des belligérants s'avisait d'emprunter notre territoire pour tourner l'ennemi?»¹².

¹⁰ En janvier 1982, un groupe de mes élèves du Lycée cantonal, dispensés du camp de ski, dépouillent la presse régionale, afin de mieux cerner le phénomène du «fossé» dans l'ancien évêché. Ce chapitre exploite leur travail. Merci à Sarah Cuttat, Steva Gobat, Françoise Linder et Monique Sautebin

¹¹ Schaufelberger, «La Suisse entre la France et l'Allemagne», p. 307

¹² *Le Jura*, 22 février 1916



Le poste d'observation de Beurnevésin-Réchésy, un des «hauts-lieux» de l'occupation des frontières entre 1914 et 1918. (Photo tirée de A. Cerf, «La guerre aux frontières du Jura».)

Depuis le début du conflit, le haut commandement français possède dans ses tiroirs un plan qui prévoit de porter la guerre sur sol suisse. Cette menace reste ignorée de la presse jurassienne. Avec la bataille de Verdun, les responsables militaires de la III^e République n'envisagent plus une opération «Helvétie». Au début de l'année 1917, les Allemands subissent un échec devant Verdun. Le service de renseignement suisse décèle des concentrations de troupes des deux belligérants en Alsace.

Les Français craignent un débordement de leur aile droite, cette manoeuvre impliquant la violation du territoire suisse. Wille juge le danger plus grand qu'en 1914. Des conversations secrètes ont lieu entre des représentants des états-majors français et suisses. Henri Guisan, qui a commandé le bataillon de fusiliers 24, formé d'Ajoulots, et qui va prendre la tête du régiment d'infanterie 9, celui des Jurassiens francophones, participe à ces conversations.

Pourtant, ce n'est pas un officier de carrière ou un fonctionnaire du Département militaire fédéral !

On prévoit un renforcement de l'armée suisse par des forces françaises, en cas d'agression allemande contre la Confédération. Le général Foch écrit à ce sujet: «Des trois zones qui, de France, donnent accès en Suisse, c'est la région comprise entre les lacs de Neuchâtel et de Genève qui offre les plus grandes facilités de manoeuvre, tant à cause de la nature du sol que de son éloignement des bases de départ de l'ennemi (...). Dans la région de Porrentruy, l'ennemi peut attaquer, avec des forces déjà importantes, au bout de trois jours et dans celle de Pontarlier-Genève, au bout de cinq à sept jours.» Les deux armées du Nord ont pour mission d'arrêter une offensive ennemie qui déboucherait de la Haute-Alsace, du Rhin à l'est de Bâle, et progresserait au nord de l'Aar. L'une de ces armées opérerait au nord de Maïche, vers la région de Porrentruy¹³.

Entre 1914 et 1918, les belligérants violent à maintes reprises l'espace aérien ajoulot, sans que les tirs des troupes suisses n'obtiennent des résultats très tangibles. Il serait fastidieux de faire l'historique de ces incidents. Le nombre d'appareils impliqués ne dépasse jamais cinq par cas. La presse attribue sept violations à des avions français ou anglais, vingt-cinq à des appareils allemands. Dans trente-trois cas, la nationalité des fautifs n'a pas pu être établie. A six reprises, des bombes sont lâchées; en 1916 et 1917 Porrentruy est visé, sans que ces deux raids n'occasionnent de gros dégâts. En 1918, en revanche, un bombardement sur le chef-lieu provoque pour cent mille francs de dégâts. Cette année-là, le lieutenant aérostier Flury meurt à Miécourt, son ballon ayant été descendu par des avions allemands.

¹³ Schaufelberger, op. cit., p. 309



La borne des Trois-Puissances durant la Première Guerre mondiale... L'Ajoie, une marche entre deux nations belliqueuses.
(Photo tirée de A. Cerf, «La guerre aux frontières du Jura».)

Peut-on parler de «fossé» en Ajoie ?

Les historiens parlent du fossé qui sépare, pendant la Première guerre mondiale, les Suisses alémaniques germanophiles et les Suisses romands francophiles. En période de service actif, le risque de tension augmente toujours entre l'opinion et le commandement de l'armée, entre les miliciens et les instructeurs de profession, entre les bourgeois, les ouvriers et les paysans, entre les différentes communautés linguistiques¹⁴.

Ces tensions touchent assez peu la population ajoulote; en tout cas elles ne viennent pas détériorer les rapports entre civils et militaires stationnés dans le district, que ceux-ci parlent le français ou un dialecte alémanique. Seule la gendarmerie d'armée semble assez mal vue.

Les petits problèmes quotidiens et terre-à-terre proviennent d'une coexistence pas toujours facile entre militaires et civils dans des bâtiments, des installations qu'il faut partager. En février 1915, n'y a-t-il pas mille cent soldats cantonnés à Porrentruy? Il apparaît normal que les paysans se plaignent, pour leur part, des dégâts aux cultures qu'occasionnent les exercices des troupes. Les fautes psychologiques de certains chefs militaires, pas trop enclins à la diplomatie, provoquent momentanément des problèmes, mais ceux-ci restent ponctuels.

Les chroniques des *Actes de la Société jurassienne d'émulation* indiquent une atmosphère plus tendue, mais le manque d'objectivité de leur rédacteur, Gustave Amweg, nous amène à manier ses affirmations avec beaucoup de circonspection. Faut-il croire qu'à Porrentruy, en septembre 1914, «les relations du public avec les troupes de la Suisse allemande sont plutôt froides»¹⁵, alors qu'un an plus tard, la cité des princes-évêques, comme les autres chefs-lieux de district, forme un comité pour réunir les fonds nécessaires à la construction de nouvelles maisons du soldat dans la région¹⁶. A la même époque, la votation sur l'introduction d'un impôt de guerre passe par dix mille oui contre mille non. En 1916, «les troupes zougoises qui séjournaient dans le Jura-Nord s'en vont. Elles laissent la meilleure impression dans le pays»¹⁷.

Certains événements nationaux font pourtant réagir l'opinion. Une assemblée rassemble à Porrentruy mille deux cents personnes qui protestent, le 1^{er} mars 1916, contre l'acquittement des deux colonels soupçonnés d'avoir livré des renseignements à l'Allemagne. Des manifestations identiques se

¹⁴ Chantal de Riedmatten, *Général Henri Guisan. Autorité et démocratie*. Fribourg, Institut d'histoire moderne et contemporaine, 1983, p. 40

¹⁵ *Actes* 1916, p. 238. L'auteur ajoute que «nos populations (...) ne goûtent pas du tout certains procédés des officiers. On désirerait un peu moins de raideur de ceux-ci.»

¹⁶ *Le Jura*, 15 octobre 1915

¹⁷ *Actes* 1917, p. 155

déroulent à Bienne et à Delémont où les leaders de tous les partis prennent la parole¹⁸. Dans les Franches-Montagnes, les autorités militaires interdisent le colportage d'une carte postale imprimée à Saignelégier qui critique la justice militaire, en annonçant «l'avis de décès de Mademoiselle Helvétia»¹⁹.

Les témoignages des mobilisés insistent sur l'hospitalité des Ajoulots, mais donnent aussi l'impression que les conditions d'hygiène laissent à désirer dans le district de Porrentruy, comme dans celui de Delémont. Un médecin de bataillon écrit dans son journal que «Recolaine (...) est un petit village assez sale, habité par de braves gens (...). Il y a de la vermine dont nos corps portent des traces répétées»²⁰. Un Vaudois apprécie *Le Démocrate*, ainsi que la jeune fille qui le distribue: «C'est un journal (...) très bien fait, très francophile et qui est abondamment répandu dans nos troupes et même de l'autre côté de la frontière. Il est colporté à Movelier (...) par une jeune fille vêtue avec une certaine élégance, pas mal de corps, mais assez laide de visage, et pas très propre (...)! Nous l'appelons la «Môme Démocrate», et elle jouit d'une grande popularité, parce que, dans ces parages, nous ne sommes pas gâtés...»²¹

Les intellectuels et de nombreux politiciens participent avec passion aux polémiques qui opposent Romands et Alémaniques. Si les chroniques locales des journaux jurassiens indiquent de bons rapports entre l'armée et la population, le fossé est sensible dans les articles d'opinion. Cependant, son apparition ne coïncide pas avec le début du conflit.

A qui le succès ?

A	V	IONS	VON	D	ER GOLTZ
PAR	I	S		E	ITEL
	C	ASTELNAU	WOL	F	
KI	T	CHENER		K	A ISER
J	O	FFRE	BERL	I	N
DUBA	I	L		AU	T RICHE
F	R	ENCH	FRANÇOIS-JOS	E	PH
LONDR	E	S			

Le Jura - 24 novembre 1914

¹⁸ Ibidem, pp. 154-158

¹⁹ Roland Ruffieux, *Du noir et blanc au rouge et blanc*. Fribourg, Association du centenaire des troupes fribourgeoises, 1975, p. 111

²⁰ Maurice Chapuis, *Journal d'un médecin de bataillon*. Paris, Attinger, 1934, pp. 15-16 (11-15 août 1914)

²¹ Théodore Rouffy, *Roulez tambours!... Carnet d'un mobilisé de 1914-1915*. Lausanne, Payot, 1938, p. 57

A partir de décembre 1913, en tout cas, *Le Jura* critique vivement les méthodes d'instruction et de commandement en vigueur dans l'armée suisse: le drill, les punitions, la grossièreté des chefs envers leurs subordonnés. Le «dressage» de la troupe, voilà un terme qui hérisse les rédacteurs. «Toute la presse est émue des incidents répétés qui éclatent dans chaque caserne, dans chaque régiment. On sent qu'un mot d'ordre parti des chefs prusso-suisses s'exécute et que les auteurs responsables de la désorganisation de notre armée se sentent à l'abri de tout châtiment.»²²

Le journal de Porrentruy continue sur la même lancée, après août 1914; le ton ne se durcit même pas. «Personne ne pourra nier que l'influence d'outre-Rhin a été prépondérante pour étouffer chez nos Suisses les idées larges et généreuses de la vraie éducation suisse, pour y substituer les idées égoïstes, étroites, prétentieuses et arrogantes développées dans les écoles allemandes et apportées chez nous par les pédagogues d'outre-Rhin, par ces «docteurs» pédants aussi nombreux que les étoiles du ciel, par ces savants ergoteurs qui se sont faufilés dans nos universités et ont communiqué à nos jeunes Suisses des idées et une façon de penser contraire à l'esprit suisse.»²³

Le pas de parade polarise le mécontentement. «Quelle horrible importation que cette gymnastique stupide imposée à des soldats d'un pays libre (...). Les braves soldats le savent, mais la consigne est d'obéir.»²⁴ La rédaction félicite le commandant de la 2^e division sous les ordres de qui se trouve le gros des troupes jurassiennes: «Le colonel de Loys²⁵ a pris plusieurs initiatives, qui sont fort appréciées des soldats de sa division. C'est ainsi que les ordres du jour prévoient des exercices d'escrime, de gymnastique, ainsi que de football. D'autre part, on a organisé pour les soldats des cours du soir dans plusieurs branches: italien, allemand, sténographie.»²⁶ Avec l'«affaire des colonels» le ton change. *Le Jura* déplore qu'avant la guerre «l'armée suisse était une troupe de militaires commandés par des hommes sortis du rang (...). On ne connaissait pas ces particules, ces *von* et ces *de* sortis d'on ne sait où, ces professionnels titrés du militarisme (...)»²⁷. En 1917, un article déplore que les troupes suisses subissent de longues heures de drill et qu'elles ne participent pas aux travaux des champs. En France et en Angleterre, les soldats remplacent, selon le journaliste, la main-d'oeuvre absente²⁸.

²² *Le Jura*, 2 et 12 décembre 1913

²³ Ibidem, 13 octobre 1914

²⁴ Ibidem, 29 juin 1915

²⁵ Officier instructeur de cavalerie, il est désigné comme commandant de la brigade de cavalerie I en 1900, commandant de la brigade d'infanterie I en 1910. Il se trouve à la tête de la 2^e division dès 1913. Il meurt subitement d'une attaque d'apoplexie, à Delémont, en septembre 1917

²⁶ *Le Jura*, 6 août 1915

²⁷ Ibidem, 8 septembre 1916

²⁸ Ibidem, 17 août 1917

Les chroniques des *Actes* de la Société jurassienne d'émulation prennent fait et cause pour le camp de l'Entente, pour les Romands contre les Alémaniques. Elles ne cessent de critiquer les chefs politiques ou militaires d'outre-Sarine, accusés de faire systématiquement deux poids et deux mesures, suivant l'origine allemande ou française des violations du territoire suisse. Amweg cite les moindres rumeurs susceptibles d'étayer ses thèses. Les pleins pouvoirs se trouvent dans son collimateur, tout comme le colonel de Loys, commandant de la 2^e division, condamné pour son militarisme et sa germanophilie.

Le chroniqueur se félicite que l'industrie jurassienne des munitions, qui travaille pour la France, prenne toujours plus d'extension. «Les ouvriers ont beaucoup de travail, à en juger par les annonces des journaux offrant de l'ouvrage. A quelque chose malheur est bon !»²⁹ Bien entendu, Amweg ne sait pas qu'en 1915 de Loys écrivait dans son rapport périodique : «Les usines de Dornach fabriquent exclusivement des munitions pour les Etats étrangers. Elles ont demandé et obtenu des congés militaires pour leurs ouvriers qualifiés.» Il ne voit pas pourquoi certains soldats devraient, à cause de leur métier, se voir dispensés du service actif, afin de fabriquer des munitions pour les belligérants, alors que les agriculteurs et les petits artisans sacrifient leur gagne-pain pour surveiller la frontière.³⁰

En revanche, une publication plus populaire comme l'*Almanach du Jura*, en 1916, publie une «nouvelle suisse» qui met en évidence de chaleureux rapports entre la population campagnarde jurassienne et la troupe³¹. Deux ans plus tard, un rédacteur anonyme voit dans la cérémonie marquant la démobilisation des troupes de l'ancien évêché «une belle et bonne manifestation patriotique»³².

Pendant tout le conflit, le conseiller national conservateur Daucourt se montre très virulent, multipliant articles et interventions à Berne contre ce qu'il considère comme les scandales de la germanophilie. Il se dit pourtant convaincu que les grèves de 1918 cachent un plan révolutionnaire sous un programme de revendications ouvrières³³. Les réactions de ce politicien rejoignent celles de ses collègues alémaniques. Quant à Amweg, dans sa chroniques des *Actes*, il note simplement le début et la fin des troubles.

²⁹ *Actes* 1917, p. 183. *Le Pays* du 8 janvier 1917 rapporte même que les responsables de l'administration française encouragent les industriels travaillant dans ce secteur à agrandir leurs entreprises

³⁰ Pierre Luciri, *Le prix de la neutralité*. Genève, Institut des hautes études internationales, 1976, p. 177

³¹ Pierre Charbonnier, «La sentinelle sous le pont», pp. 75-77

³² *Almanach du Jura* 1918, pp. 57-58

³³ *Dans la mêlée*, p. 306

L'Ajoie, un glacis (1939-1945)

Le traité de Versailles, destiné à empêcher tout nouveau conflit en Europe, contient malheureusement en germe la Deuxième guerre mondiale, parce qu'il favorise les mécontentements en Allemagne, partant l'arrivée au pouvoir des nazis. Dès 1933, les risques d'affrontements armés ne cessent de s'aggraver. Si l'on en croit leur livre d'or, les officiers d'Ajoie sont très conscients des risques de la situation. Ils se rappellent la «malice des temps», cause essentielle du pacte de 1291, jurent de faire de l'Ajoie un «véritable Alcazar», allusion transparente à la guerre d'Espagne qui fait couler tant de sang. Ils célèbrent les vertus de la garnison de Porrentruy, formée de couvertures-frontières volontaires (la crise et le chômage sévissent). La tour Refouss devient le symbole de la vigilance et de l'esprit de résistance.

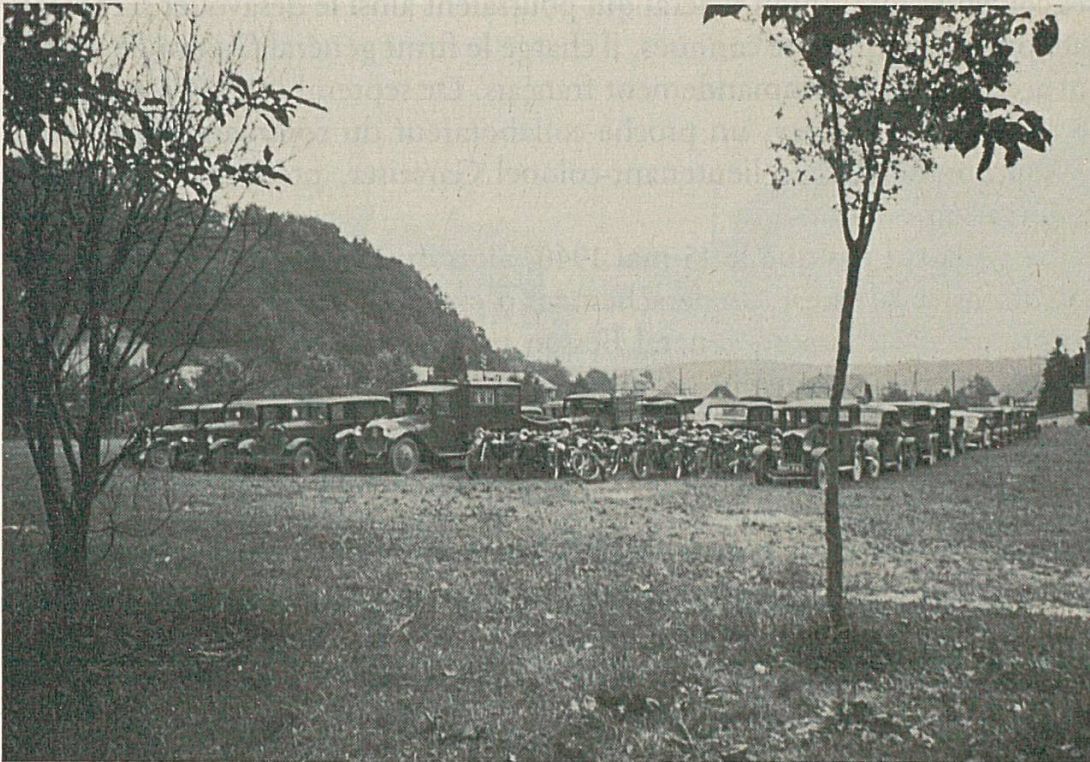
Le fait que le saillant de Porrentruy, comme celui de Schaffhouse, se trouve hors des frontières militaires de la Suisse, ne fait pas diminuer la ferveur de ces officiers. Les bataillons de couverture-frontière tiennent la position des Rangiers (Sur-la-Croix, La Caquerelle, Les Malettes). Les ouvrages les plus importants sont le fort du Chételat, au-dessus d'Asuel, et celui de Plaimbois, près de Bourrignon.

La doctrine d'engagement des troupes a bien changé depuis la Première guerre mondiale, l'apparition de l'avion, du char et de la guerre-éclair. Si la tactique apparaît réaliste, il semble que l'on ne puisse pas en dire autant de l'instruction. Le témoignage de Jean Gigon dans *l'Été de la Saint-Martin* apparaît significatif, car de nombreux officiers, qui tiennent le journal de leur unité, le confirment, tout comme les souvenirs de Dürrenmatt intitulés *Livret de service*. «Ce qui nous hérissait le poil surtout, c'était l'absurdité qui fleurissait dans la conception des tâches que l'on exigeait de nous. A part une exception ou l'autre, personne parmi nous n'était entraîné au lancement de grenades et aucun ne connaissait le maniement de cette nouvelle arme, le pistolet-mitrailleur (...). Au cours d'une relève d'un mois, nous allions, une seule fois, lancer une seule grenade (...). Nous aurions exécuté plus volontiers que nos travaux de routine, qui ne nous apprenaient rien, des exercices pénibles, difficiles ou même dangereux»³⁴. Le manque d'armes et de munitions explique-t-il à lui seul cette situation ?

³⁴ Paris, La pensée universelle, 1982, p. 146. Parlant de la même période, le commandant de corps Olivier Pittet, alors soldat, confirme cette affirmation: «Nos chefs directs étaient corrects et droits. Mais les journées étaient longues: nous n'étions pas suffisamment occupés et l'instruction de combat ne tenait hélas qu'une portion congrue dans les programmes journaliers.» (*Du pousse-cailloux au commandant de corps*. Lausanne, Editions 24 heures, 1982, p. 20)



Juin 1940, la France vaincue agonise. La tenue impeccable de ce régiment polonais impressionne les habitants de Porrentruy. Ceux-ci ne manquent pas de faire des comparaisons avec le désordre et le débrillé des internés français...



...dont les véhicules de réquisition, très disparates, stationnent à l'avenue Auguste-Cuenin. (Legs Perronne, Musée de Porrentruy.)

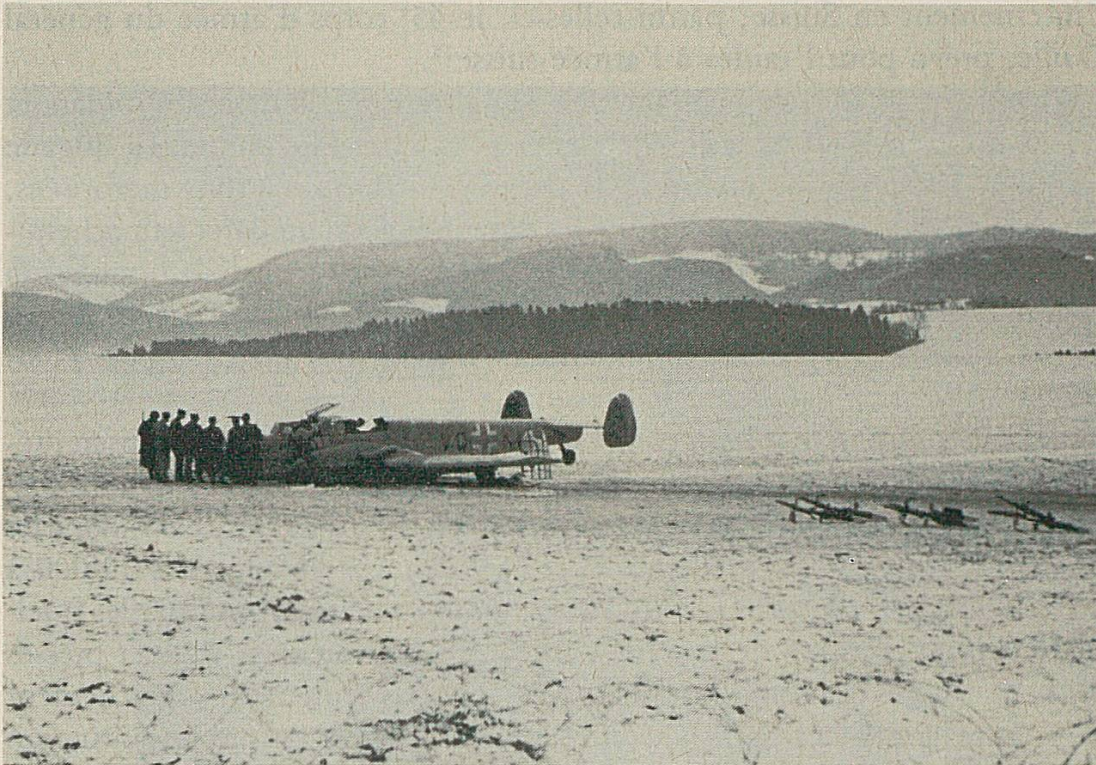
Pendant la «drôle de guerre», la campagne de France et jusqu'en 1944, l'Ajoie reste un glacis. La population sait très bien qu'il n'est plus question d'engager les soldats ajoulots dans leur district. En mai 1940, ceux-ci occupent des positions au sud de Bâle et font partie de la division provisoire Du Pasquier qui forme la charnière de tout le dispositif ordonné par Guisan.

Il s'agit pour les autorités civiles et militaires d'éviter que les habitants du saillant de Porrentruy se sentent abandonnés et que le mécontentement s'installe. Cette volonté explique l'organisation de cérémonies patriotiques qui nous semblent aujourd'hui bien frivoles, mais qu'il convient de situer dans le contexte stratégique de l'époque. Le 18 novembre 1939, Porrentruy est la première cité autre que la capitale d'un canton à recevoir le général Guisan, un chef militaire très populaire dans les sept districts. A cette occasion, la brigade frontière 3 défile dans les rues. Le 13 juillet 1941, l'Ajoie commémore le 650^e anniversaire de la fondation de la Confédération en organisant une «fête de la jeunesse et de la patrie» avec cortège, chars décorés et discours vibrants. Le 31 janvier 1942, la Société des officiers d'Ajoie met sur pied une grande manifestation patriotique et populaire à l'Inter.

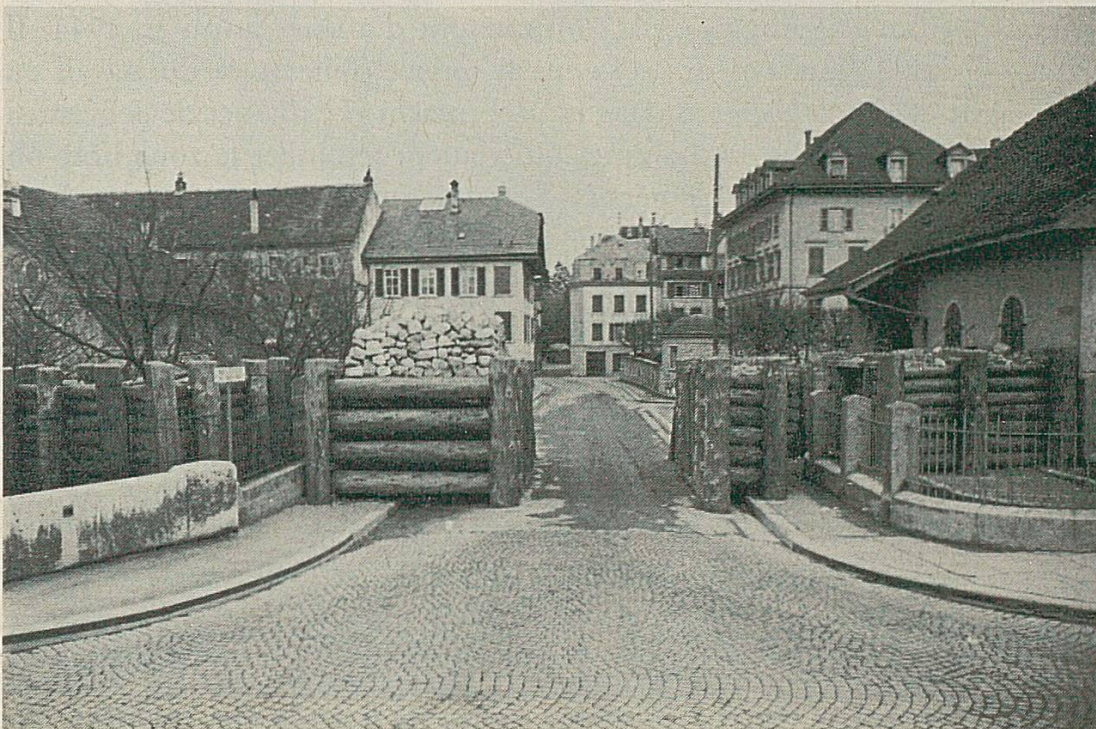
Dès 1938, le chef du Département militaire fédéral, M. Rudolf Minger, se rend compte qu'en cas d'invasion allemande, l'armée suisse devrait être épaulée par les Français. Prenant sur lui toute la responsabilité, sans avertir ses collègues du Conseil fédéral qui pourraient ainsi le désavouer si ces transactions venaient à être connues, il charge le futur général Guisan de trouver un accord avec le commandement français. De septembre 1939 à mai 1940, le major EMG Barbey, un proche collaborateur du commandant en chef, et son homologue, le lieutenant-colonel Garteiser, précisent les plans de coopération.

Ne voilà-t-il pas que le 15 mai 1940, alors qu'Hitler vient de déclencher son offensive à l'ouest, un détachement d'exploration français, appartenant au groupe d'armées du général Besson, se présente à Lucelle. Les officiers annoncent qu'ils viennent reconnaître le plateau de Gempen, en application des accords d'état-major franco-suisse. Que reste-t-il du secret? Les Allemands trouveront d'ailleurs l'ensemble du dossier dans un wagon oublié à la Charité-sur-Loire.

Après la percée de Sedan et la course à la mer qui permet d'encercler les meilleures troupes françaises, les forces de la Wehrmacht foncent direction sud. Des formations motorisées descendent la vallée de la Saône, occupent Besançon, puis se dirigent vers la chaîne du Jura afin de couper toute retraite aux troupes françaises d'Alsace. Les grandes unités groupées autour de Belfort se trouvent face à une douloureuse alternative: la reddition ou



Durant les deux guerres mondiales, l'Ajoie subit de nombreuses violations de son espace aérien. Le 6 février 1944, un bimoteur allemand effectue un atterrissage de fortune au Cras de Coeuve. Il vient de tomber en panne de carburant. Un détachement de cyclistes arrive près de la carcasse. (Legs Perronne, Musée de Porrentruy.)



En septembre 1944, la Première Armée française combat les défenseurs allemands de Belfort, retranchés à la hauteur de Damvant. Deux brigades légères suisses occupent l'Ajoie. Il s'agit d'éviter des violations de frontière de la part des belligérants. Le colonel Montfort, qui commande cette division provisoire, fait établir partout des barrages antichars improvisés. Un ouvrage de ce genre barre le début de la rue Joseph-Trouillat à Porrentruy. Dans la cité des princes-évêques, on en trouve encore à la rue Traversière, dans la cour de l'Ecole cantonale où se situe le passage qui relie le Banné au haut de la ville... (Legs Perronne, Musée de Porrentruy.)

l'internement en Suisse; parmi celles-ci, le 45^e corps d'armée du général Daille, prévu pour l'«aide» à l'armée suisse³⁵.

Depuis le 16 juin et pendant une semaine, trent-huit mille soldats et douze mille civils affluent en Ajoie et aux Franches-Montagnes. La brigade légère 1, composée de cyclistes, de dragons et de formations motorisées, reçoit la mission de les recueillir, de les désarmer et de préparer leur acheminement vers l'intérieur du pays. L'aide et le dévouement de la population évitent bien des problèmes insurmontables. Si les Français ne constituent plus des unités cohérentes et commandées, il en va tout autrement des Polonais qui font une excellente impression.

Cet afflux inquiète le haut commandement suisse; le général Guisan précise que «le problème de l'internement nous plaçait (...) dans une incertitude que nous n'avions pas vécue, en 1871, avec l'armée Bourbaki, dont les effectifs nous étaient à peu près connus d'avance: en plus des 30'000 à 40'000 hommes du corps Daille, serions-nous sollicités d'interner les quelque 150'000 hommes de la VIII^e Armée qui pouvaient se trouver pressés entre les Vosges et notre frontière? Ce n'était pas seulement l'internement avec toutes les tâches qu'il nous imposait (...) c'était encore une situation troublante et périlleuse dans la mesure où, dressant entre elles et nous un écran de troupes sortant du combat, désorganisées et démoralisées, cette situation nous masquait en quelque sorte les pointes offensives que le corps Guderian (...) poussait en direction de notre frontière»³⁶.

...Le 20 juin, les avant-gardes allemandes arrivent à Delle. L'Ajoie est encerclée, mais les réfugiés civils continueront d'affluer jusqu'en 1944. Il s'agit surtout d'Alsaciens qui refusent le service obligatoire du travail en Allemagne et l'incorporation dans la Wehrmacht. Le district devient aussi un lieu de transit pour des hommes qui veulent rejoindre la zone libre ou l'Afrique du Nord. Ainsi, le général Giraud, qui a réussi à s'évader de sa prison allemande, fait un bref séjour à la prison de Porrentruy comme tous les candidats au passage en zone libre.

Dès le 10 mai 1940, la *Luftwaffe* multiplie les violations de l'espace aérien suisse: des appareils isolés ou de petites formations, qui reviennent de mission, passent au-dessus de l'Ajoie. Peut-être les Allemands empruntent-ils la ligne de vol la plus directe ou cherchent-ils à éviter la DCA française. On a aussi prétendu que ces actes délibérés servaient à tester la volonté de nos

³⁵ Le 45^e corps comprend la 67^e division française, la 2^e division polonaise et la 2^e brigade de spahis

³⁶ *Rapport du général Guisan à l'Assemblée fédérale sur le service actif. 1939-1945*, pp. 30-31



En novembre 1944, nouvel afflux. A la suite de l'offensive alliée dans la trouée de Belfort, les premiers internés allemands arrivent depuis Damvant. La rue Achille-Merguin est complètement embouteillée. (Legs Perronne, Musée de Porrentruy.)

autorités de faire respecter la neutralité. Les pilotes helvétiques abattent plusieurs avions de Göring. Celui-ci déclenche, le 8 juin, une opération de vengeance qui ne se termine pas à l'avantage de ses couleurs³⁷.

En décembre 1941, tandis que la bataille de Moscou touche à sa fin, le major EMG Barbey arrive en tournée d'inspection au Largin. Il note dans son journal: «Reverrons-nous jamais la bataille à nos frontières, l'homme de droite français opposé à l'homme de gauche allemand, appuyés l'un et l'autre à nos barbelés? Si cela doit arriver un jour, alors nous serons sauvés, ou tout près de la fin.»³⁸

Le « commencement de la fin »

Cette hypothèse se produit en 1944. En juillet et en août, les Alliés débarquent en Normandie et dans le sud de la France. La Wehrmacht reflue. Et Barbey de constater: «L'Ajoie est, à la hauteur de Belfort, la première hernie de notre territoire sur laquelle la manoeuvre des belligérants pourrait venir s'appuyer ou buter (...). Dans toute cette région (...) un rideau de troupes vigilantes s'impose à la frontière géographique.» Il ne s'agit pas seulement d'assurer la frontière militaire sur la ligne Asuel - Courgenay - position des Rangiers, il faut rendre impossible une traversée de l'Ajoie, à toutes les hauteurs et dans tous les sens. Le risque le plus vraisemblable n'est pas une violation stratégique préméditée, mais une violation locale, si la bataille se déclenche dans la trouée de Belfort³⁹.

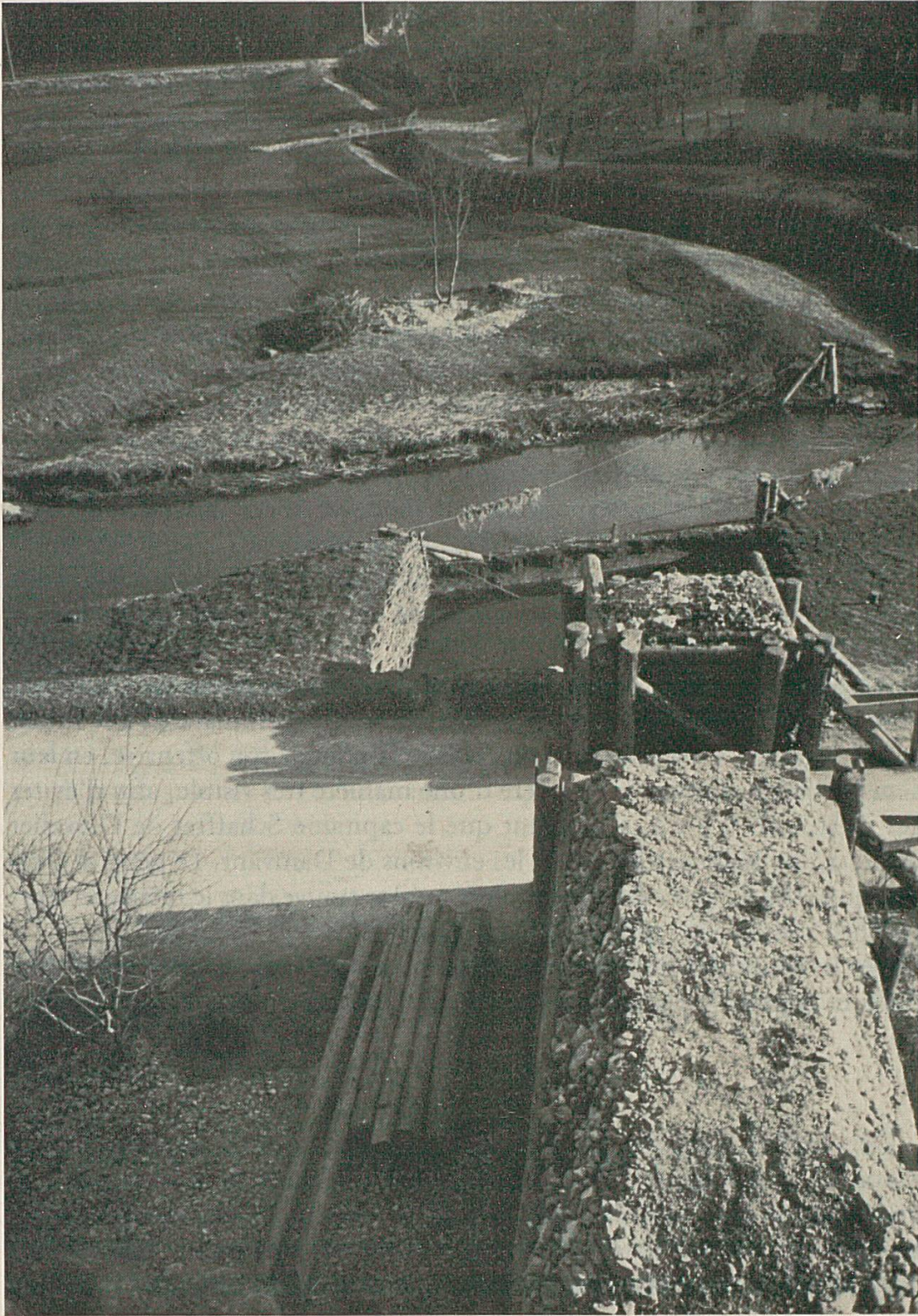
Cette appréciation de situation est aussi celle du commandement de l'armée. Le 29 août, la brigade légère 2 arrive dans le saillant de Porrentruy. Une semaine plus tard, les troupes de couverture-frontière occupent leurs positions, alors que le maquis français prend le contrôle du fort du Lomont. La 1^{re} Armée de Lattre arrive essoufflée en vue de Belfort: les approvisionnements manquent, si bien que le front se stabilise à l'ouest de l'Ajoie, les Allemands barrant la fameuse trouée. Pendant deux mois, Damvant devient «Le Largin» de la Deuxième guerre mondiale. Le 10 septembre, Porrentruy subit un bombardement, ce qui pousse les autorités à supprimer l'obscurcissement dans le district.

Le 23 septembre, la brigade légère 1 vient renforcer la 2 et le colonel Montfort prend le commandement de cette division provisoire. Sous son impulsion, les villages se transforment en points d'appui, les barrages anti-chars se multiplient. A Porrentruy, il y en a aux différentes entrées de la ville. Ces mesures spectaculaires ne doivent pas masquer la réalité. «Les

³⁷ Preissig, *Nos pilotes sur les Alpes*, pp. 48-49

³⁸ *PC du général*, p. 99

³⁹ *Ibidem*, pp. 227-228



A l'entrée de Courchavon, du côté de Courtemaîche, le barrage situé à proximité de l'Allaine est prolongé par un fossé antichar. Malgré les interdictions des autorités militaires, Albert Perronne a photographié presque tous ces obstacles ! (Legs Perronne, Musée de Porrentruy.)

travaux accomplis en Ajoie pendant l'automne 1944 ne représentaient que la mise en état élémentaire d'un territoire mal protégé par la nature.»⁴⁰ Le général Guisan ne veut pas se laisser aspirer dans le district de Porrentruy. Un peu plus tard, lorsque viendra le moment de relever les deux brigades, il rappelle la division Du Pasquier. «Cette grande unité m'apparut alors comme le maximum des forces que nous pouvions fixer d'emblée et, le cas échéant, engager en Ajoie. J'avais prescrit d'ailleurs qu'une partie de ces éléments fussent maintenus en deçà des Rangiers, dans la cuvette de Delémont⁴¹.»

Le général de Lattre de Tassigny se trouve, le 3 octobre, au fort du Lomont où il réfléchit à la suite de ses opérations. «Le vaste plateau (...) me parut se prêter admirablement à une manoeuvre d'infanterie. Ce plateau est borné sur la gauche par les hauteurs jalonnant le camp retranché de Belfort, tandis qu'à droite il affleure la frontière helvétique. De ce côté, j'étais à priori assuré de n'être pas exposé à une manoeuvre de débordement de mon flanc, puisque je savais qu'animée d'un fier patriotisme (...) l'armée suisse s'opposerait à toute violation de son sol national. Depuis septembre d'ailleurs (...) le général Guisan avait concentré des unités importantes dans la région de Porrentruy (...)»⁴².

Il faut attendre le 15 novembre pour que les troupes françaises s'élancent dans la trouée de Belfort. Le général Béthouard, qui commande l'aile droite de la 1^{re} Armée, a communiqué aux Suisses le plan de son offensive, en leur demandant de jalonner la frontière d'une manière très visible, afin d'éviter des violations. C'est à ce moment que le capitaine Schaffter de Glovelier meurt d'une balle perdue, dans les environs de Damvant. Le général Guisan, quant à lui, a plus de chance : alors qu'il se trouve dans le même secteur, un obus tombe tout près de lui, sans exploser.

Dès le début des mouvements alliés, surtout lorsque ceux-ci contrôlent Delle et Sépois, la menace contre l'Ajoie disparaît...

* * *

Depuis 1815, l'Ajoie, comme le reste du pays, n'a donc plus connu d'invasion ni de passage de troupes étrangères. Cet avantage, elle le doit à la crédibilité de notre armée fédérale, aux mesures prises par son haut commandement, à des situations stratégiques somme toute pas si défavorables, mais plus faciles à comprendre aujourd'hui qu'en 1914 ou 1940.

⁴⁰ *Rapport du général Guisan à l'Assemblée fédérale*, p. 85

⁴¹ *Ibidem*, p. 65

⁴² Lattre de Tassigny, général de, *Histoire de la 1^{re} Armée française. Rhin et Danube*. Paris, Plon, 1949, p. 240.

D'autre part, il ne faut pas oublier que l'Ajoie, comme l'ensemble de notre territoire, n'apparaissent pas, dans un conflit européen, comme des objectifs bien importants. Quoi qu'il en soit, depuis 1815, Porrentruy n'a plus eu besoin de la vierge Marie pour cacher la ville à des envahisseurs comme elle l'avait fait, dit-on, pendant la Guerre de trente ans, ce qui avait évité une occupation par les troupes suédoises.⁴³

Une autre constatation se dégage à la fin de ce survol. Dès que le danger menace, les Jurassiens oublient leurs querelles et manifestent une cohésion remarquable. Cet élément important, la dimension militaire, au sens moderne du terme – il ne s'agit plus de raconter seulement des batailles – doit s'intégrer dans la «nouvelle histoire» de l'ancien évêché de Bâle.

Hervé de Weck

⁴³ Si l'on en croit Denis Moine, «Dimanche à... Courtedoux», *Démocrate*, 11 novembre 1983, les habitants de Courtedoux auraient subi des dégâts à la suite de l'irruption de troupes suédoises.

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources

- Actes de la Société jurassienne d'Emulation 1914-1919*, surtout les chroniques d'Amweg.
- Les «papiers» du colonel Aubert. 1813-1888*. Souvenirs civils. Souvenirs militaires. Lettres des princes d'Orléans. Publiés par Théodore Aubert. Genève, Jullien, 1953.
- Barbey, Bernard *Aller et retour. Mon journal pendant et après la «drôle de guerre». 1939-1940*. Neuchâtel, La Baconnière, 1967.
- Barbey, Bernard *PC du général. Journal du chef de l'état-major particulier du général Guisan. 1940-1945*. Neuchâtel, La Baconnière, 1948.
- «Les Bourbakis de 1940. L'entrée des troupes franco-polonaises dans le Jura bernois et leur internement en Suisse (juin 1940)», *Actes de la Société jurassienne d'Emulation*, 1940-1941, pp. 163-195.
- Chantre, Auguste *Le bataillon 84 dans le Porrentruy*. Genève, Imprimerie Dubois, 1891.
- Daucourt, Ernest *Dans la mêlée*. Saint-Maurice, Imprimerie Saint-Augustin, 1921.
- Herzig, Wachmeister *Grenzwacht in der Ajoie. November 1944*. Infanterie Regiment 1. Solothurn, o. D.
- Wüst, René-Henri *Alerte en pays neutre. La Suisse en 1940*. Lausanne, Payot, 1966.

2. Ouvrages

- Bauder, Robert *Communes jurassiennes à travers deux crises et une guerre*. Bienne, Imprimerie Gassmann, 1943. Thèse Université de Berne.
- Bonjour, Edgar *Histoire de la neutralité suisse*, t. IV, V, VI. Neuchâtel, La Baconnière, 1970-1971.
- Burgener, Louis *Le service actif de la brigade frontière 3: 1939-1945*. Delémont, 1964.
- Galiffe, col. div. *L'occupation des frontières par les troupes suisses en 1870-1871*. Genève, Atar, 1917.
- Histoire des troupes jurassiennes*. Moutier, Editions de la Prévôté, 1977.
- Preissig, Dölf *Nos pilotes sur les Alpes. 70 ans d'aviation militaire suisse*. Lausanne, Editions 24 heures, 1984.
- Poidevin, Raymond «Aspects militaires des relations franco-suisse avant 1914», *Aspects des rapports entre la France et la Suisse de 1843 à 1939*. Neuchâtel, La Baconnière, 1982.

- Privat, Emile, col. br. *Les troupes genevoises de la Restauration à nos jours*. Genève, Département militaire de la République et Canton de Genève, 1973.
- Rings, Werner *La Suisse et la guerre. 1933-1945. La menace, l'ébranlement, l'affirmation d'un petit Etat*. Lausanne, Ex Libris, 1975.
- Ruffieux, Roland *La Suisse de l'entre-deux-guerres*. Lausanne, Payot, 1974.
- Schaufelberger, Walther «La Suisse entre la France et l'Allemagne. 1914-1939. Réflexions de stratégie militaire», *Relations internationales* No 35, automne 1983, pp. 305-317.
- «La vie politique dans le Jura», *Actes de la Société jurassienne d'Emulation* 1971, pp. 289-340.

LETTRES

1948-1949: The first year of the new government, 1948-1949. The first year of the new government, 1948-1949.

1950-1951: The second year of the new government, 1950-1951. The second year of the new government, 1950-1951.

1952-1953: The third year of the new government, 1952-1953. The third year of the new government, 1952-1953.

1954-1955: The fourth year of the new government, 1954-1955. The fourth year of the new government, 1954-1955.

1956-1957: The fifth year of the new government, 1956-1957. The fifth year of the new government, 1956-1957.

1958-1959: The sixth year of the new government, 1958-1959. The sixth year of the new government, 1958-1959.

1960-1961: The seventh year of the new government, 1960-1961. The seventh year of the new government, 1960-1961.

1962-1963: The eighth year of the new government, 1962-1963. The eighth year of the new government, 1962-1963.

1964-1965: The ninth year of the new government, 1964-1965. The ninth year of the new government, 1964-1965.

1966-1967: The tenth year of the new government, 1966-1967. The tenth year of the new government, 1966-1967.

1968-1969: The eleventh year of the new government, 1968-1969. The eleventh year of the new government, 1968-1969.

1970-1971: The twelfth year of the new government, 1970-1971. The twelfth year of the new government, 1970-1971.

1972-1973: The thirteenth year of the new government, 1972-1973. The thirteenth year of the new government, 1972-1973.

1974-1975: The fourteenth year of the new government, 1974-1975. The fourteenth year of the new government, 1974-1975.

1976-1977: The fifteenth year of the new government, 1976-1977. The fifteenth year of the new government, 1976-1977.

1978-1979: The sixteenth year of the new government, 1978-1979. The sixteenth year of the new government, 1978-1979.

1980-1981: The seventeenth year of the new government, 1980-1981. The seventeenth year of the new government, 1980-1981.

1982-1983: The eighteenth year of the new government, 1982-1983. The eighteenth year of the new government, 1982-1983.

1984-1985: The nineteenth year of the new government, 1984-1985. The nineteenth year of the new government, 1984-1985.

1986-1987: The twentieth year of the new government, 1986-1987. The twentieth year of the new government, 1986-1987.

Jeanne

En souvenir de Jeanne Brodeur dite de Saint-Jacques de la Rivière,
1898-1922

par Marc Lévesque

LETTRES

Aux membres vivants et défunts de nos familles, et
notamment, les descendants d'Alain Brodeur et de Marguerite
Guenat, les parents de Jeanne;

Michèle Brodeur et Germaine née Thériault,
mes affectueux grands-parents;

Yves Brodeur et Josephine née Devereux,
mes grands-parents;

les enfants de mes cousins, mes oncles, mes tantes et mes nièces, Jeanne
(décédée en bas âge), Albert, Bernadette, Alice, Angèle, Fernand, Marie,
André, Joseph et mon cousin Jeanne;

et aux gens de la messe, mon âme d'argent!

Il est très difficile de fixer la date d'arrivée de la famille Brodeur en
Nouvelle-France. Elle ne vient pas de France, mais de la région
hollandaise. Son origine est à rechercher dans les archives de la paroisse
de Clois du Doubs, près du village de Sully. En effet, le père de Jeanne
était descendu de l'épave hollandaise de Saint-Jacques de la Rivière, au
pape Innocent III, le 15 août 1547, à l'île de Saint-Jacques de la Rivière.
Après la mort de son père, Jeanne, héritière de la terre de Saint-Jacques
de Clois du Doubs. Or, il est prouvé par d'autres sources que Jeanne
était par le chemin de l'île de Saint-Jacques de la Rivière, au
pape de ce village hollandais et se faisait au nom de Jeanne, par le
chemin de Saint-Jacques de la Rivière, au pape de ce village
hollandais, et même à Clois du Doubs, près de Sully.

(D'après Paul Lévesque, *Un peu d'histoire des familles Brodeur*, dans
l'ouvrage de Paul Lévesque, *Seigneurie*, 1945.)

LETTERS